

CONTRA
A CENSURA

Colloque international 1964 : La dictature brésilienne et son legs



11 juin 2014 | **12 et 13 juin 2014**
17h-20h Ouverture | 9h-18h30 Conférences

Maison des cultures du monde
101, Boulevard Raspail, Paris 6^e
Entrée libre

Anthony W. Pereira, *King's College de Londres*
Antoine Acker, *Institut univ. européen de Florence/Paris 3*
Bryan Pitts, *Duke University*
Carla Simone Rodeghero, *Univ. fédérale du Rio Grande do Sul*
Dária Gorete Jaremtchuk, *Univ. de São Paulo*
Edgardo Manero, *CNRS/EHESS*
Elisabeth Cancelli, *Univ. de São Paulo*
James N. Green, *Brown University*
Janaína Teles, *Univ. de São Paulo*
Jean Hébrard, *EHESS*
Joana Maria Pedro, *Univ. fédérale de Santa Catarina*

João Roberto Martins Filho, *Univ. fédérale de São Carlos*
Marcelo Torelly, *Univ. de Brasília/Univ. d'Oxford*
Marcos Napolitano, *Univ. de São Paulo*
Maria Celina D'Araujo, *Univ. catholique de Rio de Janeiro*
Mariana Joffily, *Univ. de l'État de Santa Catarina*
Maud Chirio, *Univ. de Marne-la-Vallée*
Mônica Raisa Schpun, *EHESS*
Nina Schneider, *Univ. de Konstanz*
Severino João Albuquerque, *Univ. du Wisconsin*
Tânia Pellegrini, *Univ. fédérale de São Carlos*

Informations : mondes-americains.ehess.fr



Jeudi 12 juin

Matin : La nature du régime

João Roberto Martins Filho, Univ. fédérale de São Carlos



João Roberto Martins Filho est professeur du département de sciences sociales de l'Université fédérale de São Carlos. Pendant quinze ans il s'est consacré à l'étude de la période militaire brésilienne, ayant publié trois ouvrages et plusieurs articles et anthologies sur le sujet. Ensuite, il s'est centré sur l'étude des forces armées brésiliennes dans la période de l'après-guerre froide. Il a été le premier président de l'Association brésilienne d'études de la défense. Au premier semestre 2014, il occupe la Chaire Rio Branco sur les relations internationales créée par la CAPES en collaboration avec King's College à Londres.

Adieu à la dictature militaire ?

L'intervention concernera la pertinence du concept de « dictature civile-militaire » qui, ces dernières années, a remplacé celui de « dictature militaire » pour caractériser le régime en vigueur au Brésil de 1964 à 1985. Dans cette perspective, je souhaite retrouver l'histoire de ce nouveau concept

pour ensuite le discuter sur plusieurs de ses versants. Je montrerai notamment comment on ne peut se satisfaire de cette nouvelle caractérisation qui s'est imposée du fait de l'absence d'une discussion théorique plus ample.

Elisabeth Cancelli, Univ. de São Paulo



Elisabeth Cancelli est professeur de l'Université de São Paulo et chercheur au Conseil national de développement scientifique et technologique brésilien (CNPq). Docteur de l'Université de Campinas, elle est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *O Brasil e os outros: o poder das ideias et O mundo da violência: a polícia na Era Vargas*. Elle travaille dans le domaine de l'histoire sociale des idées et dans celui de l'histoire politique et sociale.

Actuellement, ses recherches portent sur la Guerre froide en relation avec la vie politique et culturelle au Brésil, et sur les Droits de l'homme.

L'Institut de recherches et d'études sociales (IPES) pendant le coup d'État militaire : ses ancrages théoriques et ses réseaux d'intellectuels

Ce travail vise à examiner les réseaux d'intellectuels mobilisés dans la préparation du coup d'État de 1964. Je m'attacherai notamment aux connexions entre, d'une part, le Congress for Cultural Freedom (CCF) et son siège brésilien de Rio de Janeiro et, d'autre part, ce dernier et l'Institut de recherches et d'études sociales (IPES), le plus important organisateur du coup d'État. Figure clé de ces connexions, l'économiste José Garrido Torres a été un membre actif du CCF et a rejoint le petit groupe occupé à recruter les futurs participants de l'IPES – y compris à l'intérieur de l'École supérieure de guerre, institution fondamentale pour l'articulation entre politique et idéologie lors du coup d'État. Ce n'est pas un hasard si José Garrido Torres a occupé le poste de coordinateur général des divers sous-groupes d'études du « Groupe de doctrine » de l'IPES. Comme le souligne justement Dreifuss dans son ouvrage sur le coup d'État, cette institution était le fournisseur d'idées et le pilier idéologique par excellence du régime à venir. Je souhaite donc, avec cette communication, mettre en lumière ces réseaux, leurs membres et les connexions qui les structurent, sans oublier les racines théoriques qui leur donnent leur cohésion.

Anthony W. Pereira, King's College



Anthony W. Pereira est professeur au King's College à Londres où il dirige le Brazil Institute. Il a obtenu son B.A. à Sussex University (G.B.) en 1982, son master (1986) et son PhD (1991) à Harvard. Il a enseigné à la New School, à la Fletcher School de Tufts (Tulane) et à l'University of East Anglia. En 2005, il a été professeur invité à l'Université fédérale de Pernambouc (UFPE). Son ouvrage le plus récent est *Ditadura e Repressão* (Paz e Terra, 2010).

État versus Régime pendant la dictature militaire brésilienne : retour sur l'origine des transformations politiques sous le pouvoir autoritaire

Dans sa version actuelle, la démocratie brésilienne a déjà duré près de huit ans de plus que la dictature de 1964-1985. Les historiens et les chercheurs en sciences sociales disposent maintenant d'un certain recul historique quand ils se retournent vers la période la plus récente de gouvernement autoritaire du pays. En 2014, cinquante ans après le coup d'État qui a marqué le

début de la dictature, on dispose d'un corpus de travaux universitaire qui décrit, explique et interprète divers aspects de la dictature brésilienne de 1964-1985. Une des tensions les plus intéressantes dans cette littérature est celle qui existe entre les interprétations soulignant la continuité du gouvernement militaire avec l'histoire qui le précède et celles le décrivant comme le fruit d'une rupture radicale. Pour mieux situer ce débat, il est utile d'invoquer la distinction théorique classique entre un régime politique et l'État. La question est la suivante : « Est-ce le régime militaire qui transforme l'État ou est-ce l'État qui transforme le régime ? » Les auteurs répondent de façon très variée à cette question. À titre d'exemple, Hagopian décrit comment les prétentions radicales du régime ont été progressivement abandonnées au cours des négociations entre le haut commandement militaire et des hommes politiques « traditionnels » (clientélistes et guidés par le système de distribution des prébendes) qui exerçaient leurs mandats dans le Congrès. Inversement, beaucoup de chercheurs décrivent l'existence d'un « héritage autoritaire » du régime dans la démocratie d'aujourd'hui. Cette communication commencera donc avec la distinction théorique décrite plus haut pour essayer ensuite d'évaluer de façon comparative les éléments historiques disponibles, examinant jusqu'à quel point le régime militaire a transformé l'État brésilien (et par conséquent la société) et jusqu'à quel point l'État a transformé le régime. Les conclusions porteront sur la question de la continuité et de la rupture mentionnée au début.

Maria Celina D'Araujo, Univ. catholique de Rio de Janeiro



Maria Celina D'Araujo est docteur en science politique (IUPERJ), professeur en sciences sociales à l'Université catholique de Rio de Janeiro (PUC-RJ). Ses recherches portent sur le régime militaire, les questions de défense, les syndicats et les partis politiques, les années Vargas, l'autoritarisme en Amérique latine, la justice militaire, les élites et les carrières au sein du pouvoir exécutif, ainsi que les nouveaux droits.

La place du Congrès national et le coup d'État militaire de 1964 : la démocratie libérale était-elle un problème institutionnel ?

Cette communication vise à démontrer comment la critique du pouvoir législatif brésilien a été renforcée, durant les années 1970, par une nouvelle littérature se présentant comme porteuse d'une approche académique non seulement novatrice mais aussi plus rigoureuse en termes de recherche. Cette défiance a été complétée par une exaltation du pouvoir exécutif comme source de l'efficacité et de la modernisation. Cette tendance s'inscrit dans un mouvement qui débute avec la décennie 1930, quand commence le processus de centralisation de l'État brésilien notamment du point de vue de la prise de décisions. Pour une grande partie de la bibliographie examinée dans le cadre de ce travail, la rupture institutionnelle de 1964 aurait été la conséquence de l'impossibilité de concilier démocratie parlementaire et croissance économique.

Après-midi : Production culturelle

Tânia Pellegrini, Univ. fédérale de São Carlos



Tânia Pellegrini est professeur à l'Université fédérale de São Carlos depuis 1997. Elle enseigne la littérature brésilienne au département de lettres, au master et au doctorat d'études littéraires, et la sociologie de la culture au master et au doctorat de sociologie. Elle a été professeur invité de l'Université de Californie à Santa Barbara (2003), chercheur invité de l'Université de Waikato, Nouvelle Zélande (2009) et de l'Université d'Oxford (2007 et 2013). Elle est l'auteur de *Gavetas vazias: Ficção e política nos anos 70* (1996) ; *A imagem e a letra: Aspectos da ficção brasileira contemporânea* (1999) et *Despropósitos: Estudos de ficção brasileira contemporânea*, en plus de nombreux articles publiés au Brésil, aux États-Unis, en Europe et en Amérique latine.

Repenser la critique : culture et dictature cinquante ans après :

Cette communication vise un aspect peu exploré par les spécialistes de la littérature : les bases légales et institutionnelles de la réglementation de la production culturelle pendant le régime militaire au Brésil (1964-1985), auxquelles la censure a fourni le camouflage nécessaire. À l'ombre de celle-ci, est né un nouveau mode de production culturelle, largement internationalisé, qui a permis la consolidation des industries associées. En littérature, cette orientation est directement ou indirectement à l'origine d'une série de propositions thématiques et formelles nouvelles ou encore de versions revisitées des solutions déjà connues.

Marcos Napolitano, Univ. de São Paulo



Marcos Napolitano a obtenu son doctorat en histoire sociale à l'Université de São Paulo (1999) où il est aujourd'hui professeur d'histoire du Brésil indépendant. Il a été professeur invité à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL), Université Paris 3 (2009). Il est spécialiste de l'histoire politique de la culture sous le régime militaire brésilien, domaine dans lequel il conduit des recherches soutenues par le Conseil national de développement scientifique et technologique brésilien (CNPq).

Luttes culturelles et construction mémorielle à propos du régime militaire brésilien :

Malgré le triomphe politique de la droite dans le contexte du régime militaire brésilien, il n'est pas exagéré de dire que c'est la gauche qui est sortie victorieuse dans les luttes culturelles qui ont suivi le coup d'État de 1964. Les artistes et les intellectuels opposés au régime militaire ont obtenu un important prestige dans l'opinion publique la plus influente, participant ainsi à la consécration de l'idéal de « résistance démocratique » contre l'autoritarisme. Les conséquences sur les constructions mémorielles relatives à cette époque ont été profondes. Autrement dit, les militaires, victorieux sur le plan politique, installés au pouvoir avec l'appui d'une grande partie de la population civile pendant vingt-et-un ans, furent les grands perdants de la bataille de la mémoire. Dans cette communication, j'analyserai les relations entre les luttes culturelles, les constructions mémorielles et le révisionnisme historiographique dans le débat en cours sur le régime militaire brésilien.

Severino João Albuquerque, Univ. du Wisconsin

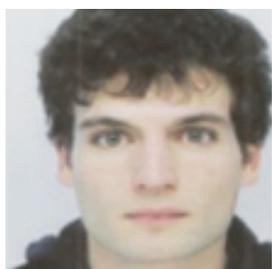


Severino João Albuquerque a obtenu son PhD de littérature comparée à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill en 1984. Il est professeur de portugais de l'Université du Wisconsin à Madison où il dirige la Division of International Studies's Brazil Initiative. Il est responsable de la section de littérature et culture brésiliennes de la Luso-Brazilian Review et l'auteur de *Violent Acts: A Study of Contemporary Latin American Theater* (1991), *Tentative Transgressions: Homosexuality, AIDS, and the Theater in Brazil* (2004), *Joaquim Nabuco e Wisconsin* (dir., 2010) et *Performing Brazil* (co-dir., à paraître en 2014).

Une « effervescence » douteuse : le théâtre brésilien pendant la période militaire :

Cette intervention vise à questionner le consensus qui s'est progressivement construit au cours des années selon lequel le théâtre brésilien serait paradoxalement passé par une phase d'effervescence créative durant la dictature militaire. J'entends ici revisiter les bases de cette croyance. Pour ce faire, je reviendrai sur les erreurs consistant à voir la censure comme étant la pire ou la seule arme du régime répressif dans le champ culturel (Ridenti) et à interpréter les succès théâtraux des années 1960 et 1970 comme étant dus au climat régnant alors, sans tenir compte des effets possibles des deux décennies de démocratie culturelle et politique précédant le coup d'État de 1964 (Schwarz).

Anthony Acker, Institut univ. européen de Florence/Paris 3



Antoine Acker est doctorant à l'Institut universitaire européen de Florence. Il termine actuellement une thèse sur la construction et la contestation d'un projet de développement mené par Volkswagen en Amazonie brésilienne (1973-1986). Historien de l'Allemagne contemporaine et du monde lusophone, il est attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle.

« Développementalisme » et crise écologique : les nouvelles représentations de la nature dans le Brésil des militaires

La période de la dictature civile-militaire est souvent dépeinte comme un âge sombre pour la thématique environnementale, piétinée par la propagande « développementaliste » du régime et les provocations de ce dernier au sommet de l'ONU à Stockholm en 1972. C'est pourtant à cette époque que se consolide une interprétation moderne de « l'ufanisme » soulignant la nécessité de protéger la nature tropicale. Ce discours perceptible notamment dans la production artistique, médiatique et scientifique, parvient à s'acheminer à l'intérieur des institutions développementalistes grâce à une alliance avec des fonctionnaires sensibles aux dégâts environnementaux. En analysant l'émergence de nouvelles représentations de la nature entre la fin des années 1960 et le début des années 1980, cette contribution s'emploie à mettre au jour les racines ignorées de l'environnementalisme brésilien dans la période militaire.

Dária Gorete Jaremtchuk, Univ. de São Paulo



Dária Gorete Jaremtchuk est professeur à l'Université de São Paulo où elle enseigne l'histoire des arts à l'École d'arts, sciences et humanités (EACH/USP) et dans les master et doctorat d'arts visuels du Département d'arts plastiques de l'École de communications et arts (ECA/USP). Actuellement, elle est chercheuse au Conseil national de développement scientifique et technologique brésilien (CNPq). Elle est l'auteur de *Anna Bella Geiger: Passagens Conceituais* (C/Arte Editora et Edusp) et a co-dirigé l'ouvrage *Arte e política: aproximações* (Alameda Editora).

Les manifestations artistiques d'opposition à la dictature brésilienne

Pendant les décennies 1960 et 1970, le flux des artistes brésiliens vers l'étranger a été considérable. Ces déplacements peuvent être vus comme un phénomène lié aussi bien à la « culture de l'exode » propre aux pays éloignés des grands centres artistiques, qu'aux spécificités du contexte politique au Brésil alors dirigé par une dictature militaire. En fait, le départ des artistes vers les États-Unis s'est fait dans la légalité et a été facilité, dans la plus grande partie des cas, par l'accès à des bourses d'étude ou à des prix de voyage à l'étranger. Le but de cette communication est d'examiner les caractéristiques de ce mouvement.

Vendredi 13 juin

Matin : Résistance et droits de l'homme

Maud Chirio, Univ. de Marne-la-Vallée



Maud Chirio est historienne, maîtresse de conférences à l'Université Paris-Est Marne-La-Vallée (Laboratoire ACP – EA 3350) et docteure en histoire contemporaine de l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne. Elle est l'auteure de *A política nos quartéis. Revoltas e protestos de oficiais na ditadura militar brasileira*, publié au Brésil aux éditions Zahar (Rio de Janeiro, 2012).

Entre représentation de la violence d'État et espoir de justice : les listes de tortionnaires établies par les victimes de la répression (1978-1985) :

Cette communication a pour objet les listes d'agents de la répression accusés d'avoir pratiqué, ou de s'être rendus complices, d'actes de torture, pendant la dictature militaire brésilienne. Elle analyse leur processus d'élaboration, leurs auteurs, leurs limites et caractéristiques : régions concernées par ces pratiques, périodes, formes de divulgation des listes, organes répressifs

impliqués et répercussion auprès de l'opinion publique. Nous nous proposons à la fois d'étudier les formes de représentation de la violence d'État et de la répression politique dont ces listes témoignent et qu'elles ont contribué à forger. Nous souhaitons aussi démontrer qu'il s'agit d'une source précieuse pour la compréhension d'un aspect peu connu de l'appareil répressif brésilien : sa composition humaine.

Mariana Joffly, Univ. de l'État de Santa Catarina



Mariana Joffly est historienne, professeure de l'Université de l'État de Santa Catarina et docteure en histoire sociale de l'Université de São Paulo. Elle est l'auteure de *O socialismo na França e no Brasil durante a II Internacional Socialista (1889-1918)*, publié aux éditions Alameda (São Paulo, 2012) et de *No centro da engrenagem. Os interrogatórios da Operação Bandeirante no DOI de São Paulo (1969-1975)*, Edusp/Arquivo Nacional, São Paulo/Rio de Janeiro, 2012.

Entre représentation de la violence d'État et espoir de justice : les listes de tortionnaires établies par les victimes de la répression (1978-1985) :

Cette communication a pour objet les listes d'agents de la répression accusés d'avoir pratiqué, ou de s'être rendus complices, d'actes de torture, pendant la dictature militaire brésilienne. Elle analyse leur processus d'élaboration, leurs auteurs, leurs limites et caractéristiques : régions

concernées par ces pratiques, périodes, formes de divulgation des listes, organes répressifs impliqués et répercussion auprès de l'opinion publique. Nous nous proposons à la fois d'étudier les formes de représentation de la violence d'État et de la répression politique dont ces listes témoignent et qu'elles ont contribué à forger. Nous souhaitons aussi démontrer qu'il s'agit d'une source précieuse pour la compréhension d'un aspect peu connu de l'appareil répressif brésilien : sa composition humaine.

Janaína Teles, Univ. de São Paulo



Janaína Teles est historienne, diplômée de l'Université de São Paulo (USP), spécialiste en archivistique et chercheur au département d'histoire de l'USP. Elle a obtenu son master en 2005 et son doctorat d'histoire sociale en 2011, l'un et l'autre à l'USP. Elle travaille actuellement à une recherche de post-doctorat sur l'action des avocats des victimes des persécutions politiques pendant les années 1970 au Brésil. Ses recherches portent plus généralement sur l'histoire politique et culturelle du Brésil contemporain, notamment sur les thèmes suivants : dictature militaire, appareil répressif de l'État, justice militaire, transition politique, histoire orale, morts et disparus politiques et leurs familles, prisonniers politiques, archives et dictatures en Amérique latine. Elle est l'auteur et le coordinateur de divers livres et articles sur la dictature brésilienne.

Les dénonciations de tortures et de tortionnaires dans les prisons politiques brésiliennes

L'objectif de cette communication est de caractériser le rôle des persécutés politiques et de leurs réseaux de solidarité pendant la période dictatoriale au Brésil. Elle montrera d'abord comment l'appareil répressif était structuré. Elle examinera ensuite la manière dont les gauches et les mouvements d'opposition au régime se sont servis des lois d'exception pour faire connaître les crimes de la dictature, dénoncer ses mandataires et ses tortionnaires, diminuant ainsi la souffrance de militants politiques et de leurs familles.

Joana Maria Pedro, Univ. fédérale de Santa Catarina



Joana Maria Pedro est docteur en histoire sociale de l'Université de São Paulo (1992), avec un post-doctorat à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (2002). Actuellement, elle est professeur à l'Université fédérale de Santa Catarina où elle occupe aussi le poste de Pro-recteur du master et du doctorat. Parmi ses dernières publications, on peut citer : « *Relações de gênero como categoria transversal na historiografia contemporânea* ». *Topoi – Revista de História* (12, 2011, p. 270-283) et « *O feminismo de "segunda onda": corpo, prazer e trabalho* » In : Pinsky, C. B. & Pedro, J. M. (dir.). *Nova História das Mulheres no Brasil* (São Paulo : Contexto, 2012, p. 238-259).

La question du genre dans la clandestinité au Brésil (1960-1980) : usages et mémoires

La période de 1960 à 1980 au Brésil est connue comme celle de la dictature militaire mais c'est aussi celle de la diffusion internationale et nationale du féminisme de « deuxième vague » qui a fortement remis en cause les hiérarchies entre les hommes et les femmes. Ces deux événements se sont croisés dans les mouvements de résistance, qu'ils soient armés ou non, touchant le vécu des femmes et des hommes qui passaient dans la clandestinité. C'est au sein de cette double expérience que je souhaite examiner les « usages du genre ». La vie dans la clandestinité a-t-elle contribué à des reculs dans les luttes pour l'égalité entre les hommes et les femmes ? Les avancées permises par la « deuxième vague » du féminisme, visibles notamment par la présence de femmes dans les mouvements de résistance, ont-elles dû être abandonnées dans la vie clandestine ? Jusqu'à quel point les usages des normes de genre ont-ils contribué à garantir le camouflage des personnes se trouvant dans la clandestinité ?

Bryan Pitts, Duke University



Bryan Pitts a obtenu son PhD à Duke University (2013) et est professeur associé d'histoire de l'Amérique latine dans cette même université. À partir d'une étude des discours et des comportements de la classe politique brésilienne, il a montré comment les transformations de la culture politique des élites et de leurs attitudes envers la démocratie ont contribué de façon décisive à la fin de la dictature militaire de 1964-1985 au Brésil.

« Je veux élire mon président » : mobilisation populaire, classe politique et chute du régime militaire (1984-1985)

Bien que le mouvement Diretas Já de 1984 en soit venu à symboliser la chute de la dictature militaire au Brésil, la fin du régime fut, en fin de compte, le fait non seulement de la mobilisation populaire, mais aussi de la classe politique civile, dans la mesure où les hommes politiques alliés du régime rejoignirent l'opposition lors du vote du parlement en 1985. Cette communication défend l'idée que la façon dont les hommes politiques résolurent la succession présidentielle ne constitue pas un simple « pacte des élites » non-démocratique. Au contraire, les propos et les actions des hommes politiques reflètent les changements majeurs survenus au sein de leur culture politique sous le régime militaire. Diretas Já conduisit à une mobilisation d'une ampleur telle qu'elle aurait effrayé la classe politique brésilienne deux décennies plus tôt ; pourtant, une part importante du groupe appuya la mobilisation. Une fois devenus sensibles au pouvoir du peuple dans la rue, même les hommes politiques qui ne soutenaient pas Diretas Já abandonnèrent le candidat impopulaire approuvé par les militaires pour apporter leur soutien à l'opposition.

Après-midi : Mémoire, héritage et perspectives comparées

James N. Green, Brown University



James N. Green est professeur d'histoire et culture du Brésil à Brown University. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages ayant reçus de nombreux prix dont *Apesar de vocês: a oposição à ditadura brasileira nos Estados Unidos* (Companhia das Letras, 2009). Actuellement, il termine une biographie consacrée à Herbert Daniel, un ancien étudiant de médecine et combattant de la guérilla, exilé politique et activiste mobilisé autour du SIDA. Il a été président de la Brazilian Studies Association et du New England Council on Latin American Studies. Aujourd'hui, il est le directeur de la Brazil Initiative à Brown University.

Les États-Unis, le Brésil et le cône sud : pourquoi la vague de dictatures ?

Dans cette communication, j'aborderai le coup d'État militaire de 1964 dans le contexte de la Guerre froide. Je souhaite montrer comment certains diplomates américains clés, comme l'ambassadeur Lincoln Gordon, ont mal interprété la situation sociopolitique au Brésil ayant ainsi choisi d'induire en erreur les décideurs politiques à Washington en soutenant le renversement du gouvernement Goulart et la prise du pouvoir par les militaires. Je mettrai ensuite les décisions politiques américaines vis-à-vis du Brésil en relation avec des considérations géopolitiques plus larges des États-Unis dans le cône sud. Celles-ci sont à l'origine d'actions aussi bien ouvertes que discrètes visant un gouvernement Allende déstabilisé puis renversé en 1973 mais aussi, plus généralement, contribuant au soutien des régimes autoritaires présents partout dans la région.

Edgardo Manero, CNRS



Edgardo Manero est chargé de recherche au CNRS, membre du laboratoire Mondes américains à l'EHESS. Au croisement de la sociohistoire et de la théorie politique, ses recherches portent sur l'histoire des relations internationales ainsi que sur la pensée politique latino-américaine contemporaine. Ses principaux thèmes de recherche sont les suivants : transformations dans la pensée stratégique, conflits, violence d'État et infra-étatique, sécurité et défense en Amérique latine, politique étrangère des États-Unis en Amérique latine, tout particulièrement leur projection militaire, enjeux territoriaux et frontaliers, identités et altérités, nationalismes et populismes latino-américains.

Les nationalismes argentins face au régime militaire brésilien. Voisinage territorial, conflit idéologique et perception de la menace. Une question latino-américaine

Le Brésil et l'Argentine ont constitué une opposition fondamentale de toute l'histoire de l'Amérique latine en matière de relations internationales. Ils ont développé des propositions hégémoniques qui, au XXe siècle, sous l'influence des conceptions géopolitiques, ont renforcé les rivalités traditionnelles. Héritières directes des conflits hispano-lusitaniens dans la région du Plata, les relations ont été structurées sur la méfiance mutuelle et la concurrence pour l'établissement d'une hégémonie dans le cône sud, notamment à partir des années 1940 jusqu'aux années 1980. Si, façonné par le(s) nationalisme(s), l'antagonisme a mené les politiques extérieures à se référer fondamentalement l'une à l'autre, dans le cas argentin, la conceptualisation du Brésil est pensée dans le contexte d'un rapport triangulaire. L'attitude à l'égard de ce pays est en relation directe avec celle du Brésil envers la puissance hégémonique et avec le caractère ou le type de lien de l'Argentine avec les États-Unis. Dans ce cadre, le processus ouvert au Brésil en 1964 constitue un point d'inflexion qui, non sans ambiguïtés, consolide le Brésil au titre de fixation stratégique pour des secteurs très hétérogènes. Si les représentations stratégiques qui accompagnent les courants divers et antagoniques du nationalisme argentin pendant la Guerre froide ont entraîné, suivant des logiques très différentes, une transformation importante par rapport à l'application du paradigme de l'interaction stratégique avec l'État limitrophe, la logique du voisinage territorial menaçant n'a pas été modifiée, continuant à conditionner les relations non seulement bilatérales.

Marcelo Torelly, Univ. de Brasília/Univ. d'Oxford



Marcelo Torelly est doctorant de l'Université de Brasília et boursier du Conseil national de développement scientifique et technologique brésilien (CNPq), actuellement en séjour doctoral à la Faculté de droit de l'Université d'Oxford et au Centre d'études latino-américaines de la même université. Il a été chercheur invité de l'Institute for Global Law and Policy de la Harvard Law School, coordinateur général pour la mémoire historique de la Commission de l'amnistie du ministère de la Justice au Brésil et responsable du Projet de coopération internationale pour la justice de transition du gouvernement fédéral brésilien et du Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP).

Le Droit et les héritages autoritaires dans le cône sud : des réponses nationales à la norme globale de la responsabilité individuelle :

Dans un contexte comparatif, cette communication vise à mettre en relation l'Argentine, le Brésil et le Chili pour montrer comment chacun de ces pays a répondu aux jugements internationaux en faveur de la responsabilisation des crimes d'État. Elle montrera ensuite comment ces réponses sont liées aux perceptions de continuité/discontinuité qui marquent les lectures faites par les pouvoirs judiciaires locaux sur l'autoritarisme. Il s'agit donc d'une contribution à la compréhension des manières dont le droit lit l'histoire quand il juge le passé, en partant de la relation entre le droit national et le droit régional (Cour interaméricaine).

Carla Simone Rodeghero, Univ. fédérale du Rio Grande do Sul



Carla Simone Rodeghero est professeur à l'Université fédérale du Rio Grande do Sul, spécialiste de l'histoire contemporaine du Brésil. Parmi ses publications, on peut citer *O diabo é vermelho: imaginário anticomunista e Igreja Católica no Rio Grande do Sul* ; *Capítulos da Guerra Fria: o anticomunismo brasileiro sob o olhar norte-americano* ; *Anistia ampla, geral e irrestrita: história de uma luta inconclusa* ; *Não calo: grito. Memória visual da ditadura civil-militar no Rio Grande do Sul*.

L'amnistie et ses significations, hier et aujourd'hui

L'intervention portera sur l'amnistie de 1979, mesure qui a occupé une place centrale dans le processus de transition vers la démocratie et qui, encore aujourd'hui, est à l'origine des entraves aux poursuites judiciaires des acteurs de la répression. J'examinerai les relations entre amnistie et oubli, notamment les significations que les différentes personnes mobilisées dans les campagnes pour l'amnistie ont attribuées à cette mesure. J'analyserai aussi les raisons ayant amené le gouvernement à inclure les « crimes connexes » dans la loi d'amnistie. Je considérerai enfin, dans une perspective comparatiste, l'amnistie de 1979 et d'autres amnisties qui l'ont précédée dans l'histoire du Brésil républicain.



Nina Schneider est chercheur dans le cadre d'un post-doctorat Marie Curie au Zukunftskolleg de l'Université de Konstanz. Elle est docteur d'histoire de l'Université d'Essex et a été chercheur invité de l'Institute for the Study of Human Rights (ISHR) de l'Université de Columbia (2012). Elle s'intéresse aux régimes autoritaires et à leurs diverses racines, pratiques et héritages, à l'histoire des Droits de l'homme, à la complexe interrelation entre histoire et culture, à la figure de l'intellectuel engagé et à la propagande. Parmi ses publications récentes on peut citer: *Brazilian Propaganda: Legitimizing an authoritarian regime* (Gainesville: University Press of Florida, 2014) ; « The forgotten Voices of the militares cassados: Reconceptualising "perpetrators" and "victims" in post-1985 Brazil », *Brasiliana: Journal for Brazilian studies*, 2, 3 (2013) : p. 313-344 ; « Waiting for (an) "Apology": Has Post-Authoritarian Brazil Apologized for State Repression ? », *Journal of Human Rights*, 13, 1 (2014). Actuellement, elle co-dirige, en collaboration avec Marcia Esparza

(Directrice de l'Historical Memory Project) un volume provisoirement intitulé « Transitional Justice » and Legacies of State violence in Latin America.

« Ligne dure » et « modérés » : la recherche de nouvelles catégories pour les criminels et les collaborateurs, et ses conséquences :

Cette communication vise à problématiser les catégories existantes pour désigner les membres du régime militaire et ceux qui le soutenaient (notamment « ligne dure » et « modérés ») afin de contribuer à la construction d'un éventail plus nuancé. Pour démontrer les insuffisances de ces concepts, j'envisage des exemples concrets avec des personnalités comme Otávio Costa, Jarbas Passarinho, Mourão Filho, Emílio G. Médici et João Burnier. J'examine aussi des travaux récents sur la collaboration pendant la dictature brésilienne. Je discute enfin les implications politiques et éthiques que l'emploi de catégories plus différenciées pourrait avoir pour la lutte en faveur de la mémoire et de la justice. Je n'oublie pas le rôle des chercheurs : une vision plus nuancée – riche de différents niveaux de collaboration – affaiblit-elle forcément la lutte pour la mémoire et la justice ? Devenons-nous des « révisionnistes » si on adopte une vision plus complexe ? Peut-on séparer la recherche universitaire du contexte de lutte pour la mémoire ?